

**ARRETE RELATIF
A LA CONTINUITE DU SERVICE PUBLIC**

Direction des affaires juridiques

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 712-2, 4° et 7°, et R. 712-1 ;
Vu le décret n° 82-453 du 28 mai 1982 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la prévention médicale dans la fonction publique ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment ses articles L. 430-1, L. 222-1, L. 222-3 et R. 431-6 ;
Vu l'accord relatif à la mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique du 13 juillet 2021 ;
VU le code de l'éducation, et notamment ses articles L712-2 et R.712-1 et suivants
VU les statuts de l'université de Pau et des pays de l'Adour
VU le règlement intérieur de l'université de Pau et des pays de l'Adour

CONSIDERANT que dans le cadre des manifestations intervenues ce lundi 5 octobre à Bayonne un blocage de campus de Bayonne est envisagé ; que, compte-tenu, des menaces de troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir à partir du 6 octobre 2026 et d'empêcher l'accès à plusieurs bâtiments de l'université, ces troubles à l'ordre public sont de nature à porter atteinte au droit à l'éducation, au droit d'accès au service public de l'enseignement supérieur et à la liberté d'aller et venir ;

CONSIDERANT que la situation s'inscrit dans un vaste mouvement national, avec plusieurs journées de mobilisation dans des établissements d'enseignement secondaire, dont certains situés dans l'agglomération du Pays Basque ;

CONSIDERANT que dans ces conditions, la sécurité des personnels, des usagers et des tiers ne peut être garantie dans l'ensemble des locaux présents sur les campus de Bayonne ;

CONSIDERANT le climat ambiant porteur de tensions, même en l'absence d'affrontement physique ou de dégradations ;

CONSIDERANT que, dans ces circonstances, le recours à la force publique pour rétablir l'accès aux locaux serait de nature à créer une menace de troubles aggravés et généralisés ;

CONSIDERANT la nécessité d'assurer la continuité du service public tout en garantissant la sécurité des personnels ;

CONSIDERANT que, dans ces circonstances, le recours à la force publique pour rétablir l'accès aux locaux serait de nature à créer une menace de troubles aggravés et généralisés ;

Le Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

ARRETE

Article 1er :

En raison des troubles à l'ordre public susceptibles d'intervenir dans le cadre du blocage de l'Université pour la journée du 6 octobre 2026, les locaux de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour situés sur le campus de Bayonne sont fermés au public, aux personnels et aux usagers le 6 octobre 2026.

Article 2 :

Par dérogation à l'article 1^{er}, seuls les membres de la Direction du collège pour les nécessités de gestion de la crise sont autorisés à accéder à ces locaux. Ces accès sont strictement limités aux nécessités de la gestion de crise.

Article 3 :

Eu égard aux objectifs de bon fonctionnement du service public dont l'université a la charge et à la mission qui lui incombe de permettre à l'ensemble des étudiants de suivre et de valider leurs enseignements, des modalités palliatives sont mises en œuvre afin d'assurer la sécurité des usagers et des personnels.

Les enseignements sont assurés en distanciel pendant la durée de la fermeture des locaux.

Article 4 :

Pour la journée du 6 octobre 2026, les agents exerçant habituellement leurs fonctions dans les locaux situés sur le campus de Bayonne et dont les activités sont compatibles avec un exercice à distance et qui disposent des moyens nécessaires à cet exercice, sont placés, à titre exceptionnel en situation de télétravail. Les agents ne pouvant exercer leurs fonctions en télétravail pour cette journée du 6 octobre 2026 pourront bénéficier d'une autorisation spéciale d'absence, selon les modalités arrêtées par leur responsable de service.

Article 5 :

Le présent arrêté est transmis à Monsieur le Recteur, Chancelier des universités, à la Préfecture des Pyrénées-Atlantiques et affiché aux accès des bâtiments concernés et sur le site internet de l'université.

Article 6 :

Le présent arrêté est applicable à compter du mardi 6 octobre 2026.

Article 7 :

Le directeur général des services de l'université et la directrice du Collège EEI sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Pau le 5 octobre 2026 en trois (3) exemplaires originaux

Laurent BORDES

Président de l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

Transmis au contrôle de légalité le

A handwritten signature in blue ink, consisting of several overlapping loops and a long horizontal stroke extending to the right.